

DÉLIBÉRATION

Membres en exercice : 80

Présents : 54

Pouvoirs : 11

CONSEIL DE TERRITOIRE SEANCE DU 5 NOVEMBRE 2019 A 20H00

Délibération CT2019/11/05-11 – Autorisation générale et permanente de poursuites accordée au comptable public

Rapporteur : Xavier LEMOINE, 10^{ème} Vice-président

DATE DE CONVOCATION : 30 octobre 2019

PRÉSIDENCE de Claude CAPILLON, Président de l'établissement public territorial Grand Paris Grand Est

LIEU DE RÉUNION : salle du Conseil de Noisy-le-Grand, place de la Libération à Noisy-le-Grand (93160)

PRÉSENTS : Mmes et MM. AMERICO Michel, AMORE Félicité, AMOZIGH Joëlle, ARCHIMEDE Pierre, AUBRY Bénédicte, BARBIERI Michel, BARRAUD Amélie, BARTH Franck, BLUTEAU Jean-Michel, BONNEAU Alex, BORDES Roselyne, BOUDJEMAI Kaïssa, BOUVARD Jacques, BOYER Jean-Pierre, CAPILLON Claude, CHOULET Michèle, CISSE Mariam, CLAVEAU Michèle, COPPI Katia, CRANOLY Rolin, DE GALLIER DE SAINT-SAUVEUR Thibaud, DELORMEAU Christine, DEMUYNCK Christian, DESHOQUES Monique, EPINARD Serge, FICCA Grégory, FIGEL-MARTEL Sylvie, GAUTHIER Christine, GENESTIER Jean-Michel, HAGEGE Dominique, HARDEL Patrice, HUART Marie-Claude, ISCACHE Martine, KLEIN Olivier, LE MASSON Gilbert, LE TALLEC Bernard, LEMOINE Xavier, MAGE Pierre-Etienne, MAHEAS Jacques, MARSIGNY Brigitte, MARTIN Pierre-Yves, MARTINACHE François, MARTINS Marylise, MIERSMAN Michel, MILOTI Donni, RATEAU Chantal, RICHARD Stéphanie, ROY Patrice, SCHLEGEL Eric, SCHUMACHER Alain, TAYEBI Samira, TESTA Richard, TORO Ludovic, VAVASSORI Patricia.

ABSENTS/POUVOIRS : Mmes et MM. ALLEMON Eric, AWAD-SHEHATA Stéphanie, BAILLY Dominique, BENTAHAR Abdelkader (pouvoir à DELORMEAU Christine), BODIN Roger, BOUCHER Martine, BOURICHA Fayçale (pouvoir à KLEIN Olivier), CADORET Henri, CARBONNELLE Serge, DALLIER Philippe (pouvoir à COPPI Katia), FAUBERT Jacques, FAUCONNET Jean-Paul, GUILBERT Georges, HELENON Joëlle (pouvoir à MARSIGNY Brigitte), ITZKOVITCH Ivan, LELLOUCHE Nicole (pouvoir à MARTIN Pierre-Yves), MALJEAN Jean-Pierre, MANTEL Aurélie, MAUPOUSSIN Stéphanie (pouvoir à TAYEBI Samira), METTEIL Magali (pouvoir à DE GALLIER DE SAINT-SAUVEUR Thibaud), PELISSIER André, PRUDHOMME Gérard (pouvoir à FICCA Grégory), REYGNAUD Marie-Françoise (pouvoir à SCHUMACHER Alain), SARDA Patrick (pouvoir à GAUTHIER Christine), THIBAUT Magalie, VIEUX-COMBE Evelyne (pouvoir à MAHEAS Jacques).

SECRÉTAIRE DE SÉANCE : M. Franck BARTH.

Accusé de réception en préfecture
093-200058790-20191112-CT2019-11-05-11-
DE
Date de télétransmission : 12/11/2019
Date de réception préfecture : 12/11/2019

LE CONSEIL DE TERRITOIRE,

VU la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République, et notamment son article 59 XV,

VU le décret n°2015-1662 du 11 décembre 2015 relatif à la métropole du Grand-Paris et fixant le périmètre de l'établissement public territorial dont le siège est à Noisy-le-Grand,

VU le code général des collectivités territoriales, et notamment ses articles L. 1617-5, R. 1617-24 et L. 5219-2,

VU le décret n° 2009-125 du 3 février 2009 relatif à l'autorisation préalable des poursuites pour le recouvrement des produits locaux,

VU l'instruction n°11-009 MO du 25 mars 2011 relative au partenariat entre ordonnateurs et comptables pour l'amélioration du recouvrement des produits locaux,

VU la délibération n°CT2016/03/08-09 du 08 mars 2016 pour l'autorisation générale et permanente de poursuites accordée au comptable public,

CONSIDÉRANT la nécessité de modifier les seuils de poursuite prévus dans la délibération n°CT2016/03/08-09 du 08 mars 2016, en accord avec la demande de la Trésorière Principale,

CONSIDÉRANT que ce dispositif ne prive pas l'Etablissement public territorial de son pouvoir de surveillance en matière de poursuites mais allège la procédure de recouvrement, tout en contribuant à rendre plus rapides et plus efficaces les poursuites,

Après en avoir délibéré,

- **A l'unanimité**

DÉCIDE d'accorder une autorisation générale et permanente des poursuites à Madame Nicole SOLE, Trésorière Principale de Montfermeil, concernant le budget Principal et les budgets annexes de l'Etablissement public territorial, selon les termes suivants :

- Par voie de mise en demeure (sans seuil) ;
- Par voie de saisie à tiers détenteur auprès des employeurs et organismes divers, pour des dettes comprises entre 30 et 30 000 euros ;
- Par voie de saisie à tiers détenteur auprès des organismes bancaires pour des dettes comprises entre 130 et 30 000 euros ;
- Par voie de saisie mobilière, pour des dettes comprises entre 750 et 100 000 euros.

PRÉCISE qu'au-delà des seuils maximums, la trésorière devra demander une autorisation à l'ordonnateur.

DÉCIDE d'adresser ampliation de la présente au Préfet et au Comptable Public.

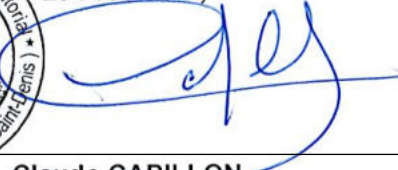
Ainsi fait et délibéré en séance, le 05/11/2019.

Affiché - Notifié le **12 NOV. 2019**

Le présent acte peut faire l'objet d'un recours, dans un délai de deux mois à compter de sa date de publication ou de notification, auprès du Tribunal Administratif de Montreuil sis 7, rue Catherine Puig à Montreuil (93558). Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique Télérecours accessible par le site Internet www.telerecours.fr.



Le Président,



Claude GABILLON
Accusé de réception en préfecture
093-200058790-20191112-CT2019-11-05-11-
DE
Date de télétransmission : 12/11/2019
Date de réception préfecture : 12/11/2019